

# LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Georges de MONTENACH

Discours d'Ouverture de la Semaine Sociale  
à Fribourg 5 septembre 1910  
Nos orientations sociales (Suite)

Dans *L'Eveil (Echos de Saint-Maurice)*, 1910, tome 12, p. 298-309

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

# Discours d'Ouverture de la Semaine Sociale à Fribourg 5 Septembre 1910 **Nos orientations sociales**

PAR M. G. DE MONTENACH.

*(Suite)*

Au dernier Congrès régional de la Jeunesse catholique de Franche-Comté, mon vieil ami, Jean Lerolle, citait cette parole étonnante de Clemenceau : « S'il n'y avait en France que des catholiques, la question sociale serait résolue », et Lerolle ajoutait :

« Cette parole, qu'on serait disposé au premier abord à enregistrer comme l'aveu précieux du moins suspect de vos adversaires, n'est en réalité qu'un paradoxe de plus à l'actif de cet homme qui en est si riche. Car, avec nos principes tout seuls, sans la science de certaines réalités économiques concrètes, il y a bon nombre de problèmes sociaux que nous n'arriverions pas à solutionner. Il faut donc, avec la flamme de l'apostolat, une compétence scientifique sociale et, sur nos institutions chrétiennes, il nous faut greffer des institutions sociales. »

Sa Sainteté Pie X ne vient-elle pas d'écrire dans sa lettre sur le Sillon : « Que la vertu d'un homme, sa sainteté même ne suffit pas toujours à lui assurer le pain quotidien et que les rouages sociaux doivent être organisés de telle façon que par leur jeu naturel ils paralysent les efforts des méchants et rendent abordable à toute bonne volonté sa part légitime de félicité temporelle. »

Voilà pourquoi, pour être catholiques jusqu'au bout, pour faire rendre à notre catholicisme tout ce qu'il peut donner, nous voulons et nous devons être sociaux.

Sébastien Faure, dans une conférence que je lui ai entendu faire, reprochait aux catholiques de ne penser qu'à leur ciel, à leur Pape, à leur Christ et de n'offrir aucun

remède aux misères de ce monde; mais lui, plus que tout autre, aurait dû se souvenir : « Que ce Christ, nous ne saurions l'atteindre dans sa gloire et l'envelopper de notre tendresse, que par l'entremise de ses membres souffrants; il aurait dû savoir que l'humanité ne nous semble pas seulement unie par les liens d'une même origine et d'une commune destinée, mais qu'elle nous apparaît divine et sacrée depuis que nous voyons reluire sur ses épaules la pourpre du sang de Jésus-Christ ! il aurait dû savoir que le ciel, qui n'est autre chose que la possession éternelle de la justice et de l'amour, loin d'être la récompense d'une résignation paresseuse et fataliste, sera la consécration de nos efforts quotidiens pour réaliser autour de nous plus de justice et plus d'amour. » <sup>(1)</sup>

Sans abandonner jamais le terrain qui nous est propre, sans transiger avec nos principes, sans méconnaître aucun des enseignements de l'Eglise, nous devons nous montrer largement sociaux et résolument progressistes, nous devons être pour le pays tout entier un ferment de vitalité et de prospérité. Il faut qu'il soit acquis que nous sommes des réalisateurs positifs, il faut que de plus en plus nous prouvions que nous ne sommes pas une chair morte, attachée aux flancs du pays et dans laquelle la vie moderne ne peut faire circuler ce qu'elle a dans son sang de généreux et de vivifiant.

Etre l'homme de son temps, tout en demeurant l'homme des principes éternels et de la vérité intégrale, ni diminuée, ni compromise, voilà le but que doit se proposer chaque citoyen catholique, et pour l'atteindre, il doit changer beaucoup de ses tendances individualistes, se former à une discipline sociale nouvelle, étudier des questions qui le rebutent parfois.

Ces questions pratiques qui font le fond des Semaines sociales : contrat collectif, durée du travail, protection de la femme et de l'enfant, repos dominical, travail de nuit, paye du vendredi, salaire vital, travail à domicile, lutte

<sup>(1)</sup> Abbé Lagrange.

contre l'alcoolisme, assurances et mutualités, logement insalubre, problème agraire, dépopulation des campagnes, relèvement des classes moyennes et tant d'autres encore dont la nomenclature m'entraînerait trop loin, nous devons les étudier sans arrière-pensée, avec la volonté ferme de travailler pour notre part à l'amélioration du sort de ceux qui, peinant et souffrant, doivent profiter, eux aussi, des progrès matériels de notre civilisation.

Mais il y a un problème dominant tous les autres et qui doit être le point central de nos préoccupations, c'est le problème syndicaliste.

Le marquis de la Tour du Pin a dit : qu'on pourrait résumer en une seule ligne tout le programme de l'Union sociale de Fribourg qui doit être aussi le nôtre : « Remettre l'organisation professionnelle à la base du régime économique et à celle du régime politique. »

Les journaux conservateurs français viennent de reprocher vivement à Albert de Mun, d'avoir célébré l'organisation syndicale, à un moment où les syndicats exercent sur ce qu'on nomme les jaunes et les renards, de cruelles et détestables brimades ; mais le grand sociologue n'a pas eu de peine à répondre qu'un organe nécessaire devient forcément révolutionnaire et violent, lorsqu'on ne lui ménage pas, dans la société, la place à laquelle il a droit.

Je demeure pour ma part, persuadé, que la société ne pourra que profiter de la renaissance du mouvement corporatif lorsqu'il sera libéré des tendances d'aujourd'hui.

Le syndicat sera une école de discipline, il donnera à ses membres le sentiment des responsabilités, le respect des compétences : seul il sera capable de refaire les mœurs des travailleurs, qui ne sont haineux, qu'à cause de l'état d'anarchie dans lequel est tombé le régime du travail depuis la chute de l'ancien ordre social.

Lorsque les ouvriers comprendront que leurs intérêts sont mieux servis par l'idée professionnelle que par la lutte des classes, le Syndicat deviendra le gardien et l'arbitre de la paix sociale.

Et c'est pourquoi il faut que l'idéal syndical, nouvelle

arche d'espérance, surmonte les tempêtes actuelles qui le déforment et le compromettent, qui en font l'enjeu des ambitions et le tremplin des agitateurs.

Ne l'oublions jamais, le meilleur moyen de combattre le socialisme, c'est d'aller plus avant et plus promptement que lui dans le soulagement des iniquités sociales.

Etre le plus fort pour une classe, ce n'est pas vaincre la classe adverse par des coups douloureux, c'est l'intéresser, malgré elle, à la durée de ce qui est, par l'accroissement du bien-être général, par le règne de la justice et de la fraternité.

Si l'on veut que revienne l'affection et le respect des faibles pour les forts, il faut que le dévouement des forts pour les faibles l'appelle et l'impose fraternellement.

Si l'on ne veut point que le prolétaire se rue comme un barbare sur notre civilisation, il faut en faire un citoyen complet qui puisse librement développer dans la cité ses aspirations légitimes, il faut lui faire comprendre et aimer ce que nous comprenons et ce que nous aimons.

Si l'avenir de la démocratie ne devait reposer que sur le triomphe indéfini du nombre inorganique, nous pourrions désespérer d'elle.

La participation de tous les citoyens à la seule fonction politique demeurera une duperie tant qu'elle ne sera pas complétée, équilibrée, soutenue par la représentation des intérêts.

Voilà les idées que nous devons opposer chez nous au socialisme naissant, sans nous laisser arrêter par le mauvais vouloir des socialistes eux-mêmes,

Si on ne veut pas le faire pour eux, qu'on le fasse au moins pour la patrie qui a besoin de l'union de tous ses enfants. Moins que tous les autres pays, la Suisse est en état de supporter la guerre sociale, et le meilleur moyen de la servir aujourd'hui, c'est de travailler à l'empêcher.

Mais, Messieurs, prenons garde que notre zèle social soit toujours prudent et éclairé, qu'il ne se contente pas de formules toutes faites, mais qu'il sache s'adapter au milieu, aux conditions dans lesquelles nous vivons, au mal dont nous pouvons souffrir.

Ce n'est pas sous la forme de pilules Pink, guérissant toutes les maladies, que nous pouvons présenter notre programme social ; nous devons procéder après une auscultation lente et complète, révélatrice de ce que nous avons à faire.

Ajustons nos œuvres sociales à l'état social de nos cantons et veillons à ne pas implanter arbitrairement des institutions contraires à nos traditions et ne répondant à aucun de nos besoins.

Pendant cette Semaine sociale on nous parlera beaucoup d'œuvres étrangères : il est indispensable de les connaître, mais ne les introduisons jamais chez nous, sans les modeler sur nos mœurs et sur nos coutumes.

Veillons surtout à empêcher avec un soin scrupuleux que les œuvres contribuent à activer la dislocation de la famille qui, si je puis m'exprimer ainsi, est le premier des syndicats, l'institution suprême d'où l'évolution de toutes les autres dépend.

Je l'ai déjà écrit dans *l'Ouvrier*. Nos associations ne s'intéressent pas assez à ce que je nommerai *l'apostolat familial* de leurs membres. Nous nous préoccupons trop exclusivement avec eux de la vie publique, oubliant que ces individus, que nous voulons grouper, ont des devoirs et un rôle à remplir, non seulement comme citoyens, mais encore comme fils, frère, époux et père, oubliant que la famille est la seule pierre qui nous permettra de restaurer sur une base solide l'édifice social lézardé.

Permettez-moi de vous le dire, nous sommes encore des privilégiés dans nos cantons romands, nous y avons gardé des habitudes sociales, une simplicité, une bonhomie dans les relations qui ne se retrouvent nulle part ailleurs.

Je vis beaucoup hors du pays, j'ai habité l'Allemagne, l'Italie, la France, et je peux mesurer la différence ; chez nous, il n'y a pas de cloisons étanches entre les classes sociales.

Entre le pauvre et le riche, entre le bourgeois le plus huppé et l'ouvrier indigène, fût-il simplement manœuvre, il se maintient des contacts et des fréquentations prouvant

que si la lutte des classes a déjà aigri les esprits, elle n'a point encore du moins séparé les cœurs.

Allez un soir dans nos cafés et voyez autour des mêmes tables, dans un rapprochement cordial qui trahit l'accoutumance, le magistrat, le maître d'état, le salarié : ils se fréquentent et se causent dans un abandon amical qui ne frappe pas les gens du pays, qui n'étonne personne chez nous, mais qui constitue pour l'étranger un spectacle inattendu et tout à fait réactionnaire.

Je dis que c'est un spectacle réactionnaire, car celui-là seul qui ne sait pas l'histoire du passé, peut voir une conquête de l'esprit démocratique moderne dans ces coutumes, qui sont au contraire, une heureuse survivance de l'ancien régime.

Car, et c'est une chose digne de remarque : tant que les classes sociales ont existé légalement, il y a toujours eu entre elles des rapports cordiaux, des rapprochements intimes et familiers, qui ne se sont perdus que depuis le triomphe de l'égalitarisme individualiste. C'est depuis lors que les châtelains font manger leurs fermiers à la cuisine, jadis ils les invitaient toujours à leur table.

C'est depuis lors qu'un abîme s'est creusé dans chaque maison entre maîtres et domestiques, dans chaque atelier entre patrons et ouvriers.

Nous avons échappé en partie, en Suisse, aux secousses révolutionnaires, nos mœurs ancestrales demeurent avec beaucoup de leurs charmants côtés qu'il faut maintenir :

« Dans tous les degrés de la hiérarchie sociale, dit Fustel de Coulanges, les classes avaient jadis beaucoup plus qu'aujourd'hui, les mêmes manières de penser, les mêmes occupations, les mêmes intérêts, elles vivaient dans un rapprochement continu. »

Puisque ces rapprochements se maintiennent dans nos petits cantons, comme en témoignent toutes nos fêtes, toutes nos assemblées, toutes nos manifestations de joie et de deuil, gardons-nous de les compromettre par de fausses manœuvres, surveillons notre phraséologie et n'employons ces expressions de classes ouvrières, moyennes ou

dirigeantes, qu'avec toutes les précautions qu'une situation de fait exige de nous.

Il y a surtout une grande différence à faire, et qu'on ne fait pas toujours dans nos pays agricoles, entre l'action sociale à la campagne et l'action sociale parmi les ouvriers des villes.

C'est pourquoi il faut se défier de certaines œuvres qu'on introduit par pur esprit d'imitation, qui ont été conçues pour des nations et des populations bien différentes des nôtres.

Nos bons socialistes lardent leur presse de formules toutes faites, élaborées à Paris ou à Berlin, qui chez nous ne riment absolument à rien. Faire, par exemple, la guerre au capitalisme dans le canton de Fribourg est, hélas ! une plaisanterie sans portée ; il faut avoir en matière sociale, comme ailleurs, le sens des proportions.

Tandis que l'intérêt social, parmi les milliardaires, demande une plus grande diffusion de la richesse, le même intérêt social bien entendu demanderait que chez nous, il y ait plus de familles possédant une large aisance pour féconder tout le travail national.

A propos de la propagande socialiste dans les campagnes, un des grands chefs de la *Sozialdemokratie* allemande a donné à ses amis ce conseil, dont les catholiques qui veulent organiser socialement les milieux agricoles feront bien de profiter : « Le citoyen, disait Volmar, qui veut aller à la campagne faire de la propagande sociale, doit avant tout jeter au feu ses vieilles recettes et apprendre d'abord à comprendre les conditions de production des campagnes, la manière de vivre, de penser et de sentir des paysans ». Nos Semaines sociales seront donc bien utiles, si elles nous donnent la clé des distinctions essentielles, si elles nous démontrent la nécessité de faire précéder toute action sociale positive, toute création d'œuvre nouvelle, par l'étude du milieu, par une enquête serrée de la situation et sur les éléments qui peuvent profiter de telle ou telle institution.

Les œuvres sociales sont comme des vêtements, il faut

les faire à la mesure des gens si on veut qu'elles aillent bien. Nos études trouveront la ligne de démarcation entre les possibilités et les impossibilités, elles éviteront les entreprises inutiles vouées à l'insuccès.

Je félicite, pour ma part, la section cantonale des Etudiants suisses fribourgeois d'avoir inauguré chez nous le système des enquêtes sociales.

A propos des sociétés de jeunes gens, ils se sont livrés à l'enquête sur l'œuvre à faire, mais elle aurait dû être précédée de l'étude du milieu. Par contre, leur enquête de ce matin, sur la lecture populaire dans le canton de Fribourg, nous a valu des renseignements très instructifs et inattendus.

Une enquête sur le paupérisme à Fribourg ouvrirait peut-être à notre action philanthropique, aveugle dans sa générosité, un nouveau champ d'action pratique, et nous indiquerait par quels moyens nous pourrions aider au relèvement des familles nécessiteuses, au lieu de les entretenir dans l'état de mendicité.

Mais il est plus agréable d'organiser des *Kermesses* que des enquêtes ; et c'est pourquoi le bien social que nous croyons accomplir porte souvent si peu de fruits.

Je pourrais citer cent autres sujets d'études sociales que nous devrions aborder pour nous préparer à l'action.

Le tout est de savoir si nous voulons, avec nos œuvres, faire du décor ou de la réalité.

On raconte que l'impératrice de Russie, Catherine II, devant effectuer un voyage dans tout son royaume, son favori Potemkin fit établir tout le long de la route que devait traverser la souveraine, des villages fictifs hâtivement improvisés, pleins de paysans richement vêtus, dansant et chantant, et l'impératrice, dit l'histoire, parut ravie de la prospérité de son peuple.

Parfois, dans notre action catholique, nous procédons de la même manière et beaucoup de nos œuvres ne sont pas sans ressemblance avec le village figuré de Potemkin.

Messieurs, ne vous y trompez pas, en vous conviant à l'apostolat social, je ne travaille pas à votre bonheur et à

votre tranquillité ; celui qui se dévoue est exposé aux pires aventures et aux plus cruelles méconnaissances.

Quelqu'un qui veut se mêler aujourd'hui d'autre chose que de ses intérêts personnels, est un incompris ; on le blague, on se méfie de lui, on impute à ses actions les moins avouables mobiles et soyez certains qu'au jour des élections les foules se soucieront rarement de lui.

Mais ne mêlons pas des vues mesquines à l'accomplissement de notre devoir social ; n'aimons pas le peuple pour devenir juge, député ou syndic par ses suffrages ; il faut que les catholiques, qui se disent sociaux, sachent se distinguer de ces politiciens qui, pour arriver, font du zèle en faveur de toutes les causes, en ne songeant qu'à la seule cause qui les intéresse : la leur.

Il faut que le peuple voie en nous des serviteurs ne se souciant pas de toucher pour leurs peines un salaire électoral.

Mesdames et Messieurs, avant de terminer ce discours, je dois vous inviter à vous tourner, par les yeux de votre âme, vers le Vatican si loin de nos personnes et si près de nos cœurs, afin de témoigner au Vicaire de Jésus-Christ, au Chef de l'Eglise, à notre Pape, à notre Père, de notre fidélité inébranlable, de notre attachement, de notre obéissance, de notre respect, augmenté par le déchaînement d'attaques et d'outrages qui vont battre le palais apostolique de leurs flots nauséabonds.

Ah ! ils sont courageux tous ces publicistes qui vomissent leurs injures sur l'auguste Pie X, sur le vieillard prisonnier, moins respectueux de sa personne que de celle du sultan marocain tortionnaire le Pape n'a pas, lui, des concessions de mines et de chemins de fer à donner à des affairistes et à des tripoteurs.

Certes, le Pape est faible, il est isolé, il est abandonné, et trop de catholiques ne donnent pas l'impression qu'ils font, autour du Vatican, bien bonne garde.

Comme les Apôtres jadis, au jardin de l'agonie, ils dorment ou font semblant ; quelques-uns d'entre eux cependant se réveillent pour critiquer, pour saper la confiance et

l'amour. Et c'est à leur propos que Jaurès pouvait écrire l'autre jour dans *l'Humanité* : « Ce sont les croyants d'aujourd'hui qui ébranlent les colonnes du Temple et qui jettent des lazzis dans les sanctuaires. »

Ne soyons pas de ces catholiques qui s'imaginent démontrer leur supériorité intellectuelle et captiver leurs adversaires en affectant à l'égard du Chef de l'Eglise cette pitié méprisante, plus perfide que toutes les injures.

Ces gens-là ont peut-être de l'esprit, mais ils n'ont certes pas le cœur catholique.

Grâce à Dieu, nous avons évité encore, en Suisse, leur action dissolvante, et l'Association catholique populaire qui nous groupe aujourd'hui, est heureusement demeurée toujours à l'abri de certaines intoxications qui ont affaibli parfois la force de résistance des catholiques dans beaucoup de pays et neutralisé en partie leurs efforts.

Nous voulons, nous, nous laisser orienter et diriger par les enseignements de l'Eglise et de son Chef, scrupuleusement suivis. Nous voulons que toute notre action sociale catholique se développe harmonieusement dans la soumission aux autorités ecclésiastiques, avec les réserves et l'obéissance que nous impose notre qualité de laïques.

C'est pourquoi nous avons entrepris cette Semaine sociale avec l'approbation du Saint-Siège et de Nosseigneurs les Evêques qui ont bien voulu, par des lettres qui demeureront les titres de noblesse de cette manifestation, encourager notre initiative et la bénir.

Et maintenant, pensons aussi au pays, n'oublions jamais que nous devons toujours, par tous nos efforts, tendre à donner à la Patrie suisse plus de force, plus de prospérité, plus d'union, plus de tranquillité. Il faut que, par notre action sociale, nous travaillions à la rendre plus chère à tous ses enfants.

Soyons également confiants dans l'avenir de nos petites démocraties cantonales qui ont su toujours maintenir l'équilibre entre la tradition et le progrès, où le peuple use de ses droits souverains sans méconnaître les hiérarchies nécessaires, sans poursuivre le renversement de l'ordre social, naturel et chrétien.

Les vrais amis du peuple, proclame Pie X dans sa lettre au *Sillon*, ne sont ni révolutionnaires, ni novateurs, mais traditionalistes.

Continuons à être traditionalistes dans notre action sociale, et pour bâtir la cité future, prenons dans les entrailles de notre vieux sol tourmenté la pierre du pays.

Beaucoup de gens sont enclins à accepter les pires utopies sous le prétexte qu'il faut marcher avec son siècle. A ce propos, Bonald dit une parole qui me paraît trop oubliée. La voici :

« Il faut marcher avec son siècle », disent les hommes qui prennent pour un siècle les courts moments où ils ont vécu.

Mais depuis Tacite, on appelle esprit du siècle, les désordres qui y dominent, *seculum vocatur !*

Ce n'est donc pas avec un siècle, c'est avec tous les siècles qu'il faut marcher. »

N'essayons pas de nous faire une popularité de mauvais aloi en reniant le passé de notre pays, en méprisant les traditions d'autrefois, en mettant un fol orgueil à nous débarrasser des sentiments de nos pères.

On croit rejeter des préjugés gênants et on tombe sous le joug de préjugés nouveaux, dont le plus sot consiste à penser que nos générations affranchies peuvent méconnaître impunément le langage des morts.

« Sans doute, comme le dit Paul Lerolle, député de Paris, la tradition n'est pas l'asservissement du présent au passé, ce serait absurde. Il y a pour les sociétés des évolutions nécessaires, et s'y refuser toujours ce serait refuser la vie ».

Il ne faut pas confondre le respect et la superstition du passé, génératrice de routine et de veulerie.

Mesdames et Messieurs, puisse la *Semaine sociale* que vous allez vivre être riche en enseignements précieux, stimuler en vous le goût de l'action et l'amour des œuvres, élever vos cœurs au-dessus des banales petites ambiances, confirmer et tremper votre foi ; ses organisateurs

n'ambitionnent, comme toute récompense, que le spectacle de votre assiduité et de votre enthousiasme !

Au nom de l'Association catholique populaire suisse, je déclare ouverte la première Semaine sociale romande. Vivez-la dans une atmosphère de calme et de méditation, car, quoi qu'en dise une certaine presse, elle est exclusivement une œuvre d'étude et non de combat.

Loué soit Jésus-Christ !